

Le Parti Socialiste propose une Société Bureaucratique

Propriété

Vous n'êtes plus le propriétaire réel de votre maison ou de votre exploitation agricole.

"Création d'offices publics d'aménagement fonciers départementaux, régionaux, nationaux... Ces offices seront chargés... pour le compte des collectivités locales du droit de préemptions publics".

(Programme Commun, édition du Parti Socialiste page 21)

Salariés

Votre embauche, votre nomination, vos fonctions, votre carrière dépendent des comités d'entreprises et des syndicats.

"Les comités d'entreprises et d'établissement, les délégués du personnel (...) seront obligatoirement consultés avant toute mesure concernant l'embauche, le licenciement, l'affectation aux postes de travail, les mutations, la classification des travailleurs".

(Programme Commun actualisé du Parti Socialiste page 53)

Le régime de retraite des cadres sera supprimé
"L'intégration (dans la Sécurité Sociale) des régimes de retraites complémentaires... devra être envisagée"

(Programme Commun du Parti Socialiste pages 18 - 19)

Crédit

Les entreprises ou les particuliers ne pourront obtenir du crédit que de l'Etat.

La proposition de loi n° 3416 déposée le 20 décembre 1977 à l'Assemblée Nationale prévoit en ses articles 9 et 10 la nationalisation de tout crédit, y compris à court terme à la consommation et le crédit-bail.

Enseignement

Vous ne pourrez pas choisir pour vos enfants une école autre que celle de l'Etat

"Dès la première législature, les établissements privés - qu'ils soient patronaux, à but lucratif ou confessionnels, percevant des fonds publics, seront en règle générale, nationalisés"

(Programme Commun édition du Parti Socialiste pages 27 - 28)

Nous proposons une SOCIÉTÉ DE LIBERTÉ

ECONOMIE

La reprise de la croissance : de 5 à 6 % l'an

- en favorisant l'investissement ;
- en supprimant l'encadrement du crédit ;
- en développant la capacité d'autofinancement des entreprises.

JEUNES :

Un droit nouveau : le droit à l'insertion professionnelle

- création de fonds régionaux de l'emploi coordonnant les actions de formation aidant à la création d'entreprises ;
- création de bourses régionales de l'emploi chargées de recenser les offres de travail et d'assurer le placement.

CADRES :

La garantie du niveau de vie et la participation

- pause fiscale par la révision du barème d'impôt sur le revenu ;
- indexation du plafond de sécurité sociale sur le salaire moyen ;

- franchise d'impôt pour les souscripteurs de capital dans leurs entreprises ;
- entrée des cadres dans les conseils de surveillance des entreprises.

PARTICIPATION :

Le développement de la participation des travailleurs aux bénéfices et l'actionnariat dans les entreprises.

- participation des travailleurs à la fraction du bénéfice des entreprises non distribuée et mise en réserve ;
- création de sociétés de type nouveau associant apporteurs de capitaux et apporteurs de travail.

FAMILLE :

Une charte de la famille

- droit pour la mère de famille à l'assurance maladie et à l'assurance vieillesse personnalisées ;
- développement des crèches familiales à domicile ;
- équipes de travail à temps réduit, horaires variables et extension du travail à temps partiel dans les entreprises.

CHANGEZ DE DÉPUTÉ

VOTEZ

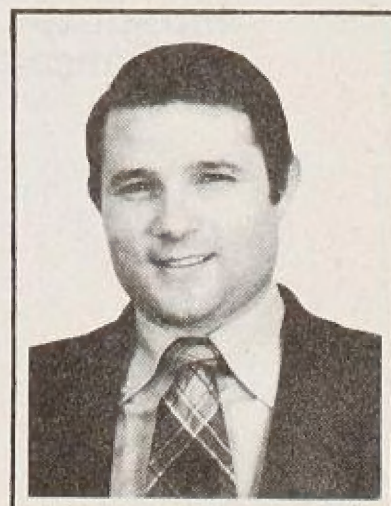
Michel GONELLE

CANDIDAT DE LA MAJORITE

SUPPLEANT :

Dr Michel FAURE

Maire et Conseiller Général de Puymirol



Electrices, Electeurs,

Plus de quinze mille d'entre vous m'ont apporté leur suffrage dimanche dernier et m'ont ainsi placé en tête de tous les candidats opposés au Programme Commun. Je les en remercie chaleureusement.

Le 19 mars, en un combat sans équivoque ni concession, j'affronterai le candidat socialiste.

Je me bats contre tout ce qu'il représente d'artificiel et d'ambigu dans la conjoncture présente. Car ce n'est pas moi, fils de paysan, qui m'opposerai jamais au message généreux dont le socialisme a été longtemps porteur.

En effet, qui pourrait contester, que dans la moitié des Français qui soutient aujourd'hui le Président de la République, il n'y ait une large fraction de l'électorat populaire. C'est donc une duperie de la part des tenants du Programme Commun que de se proclamer seuls défenseurs des travailleurs.

Aussi, je demande aujourd'hui à chaque électeur de se prononcer dans la clarté et le bon sens.

LA CLARTE

car le parti socialiste est devenu un parti fourre-tout, rassemblement des mécontents, sans doctrine, sans unité et sans espérance, qui demain, s'il connaît encore l'échec, volera en éclat.

Qui est-il aujourd'hui ce parti socialiste sinon l'allié purement électoral des communistes, qui pour les quelques jours qui nous séparent du 19 mars, met en sourdine les divisions profondes de ces six derniers mois ?

Faut-il rappeler aux communistes que ce sont des ministres socialistes, Ramadier et Jules Moch, qui les ont dupés en 1946 ?

Faut-il leur rappeler l'intransigeance des socialistes lors des élections municipales d'Agen en 1977 ?

Faut-il leur rappeler les votes divergents au Conseil Général ?

LE BON SENS

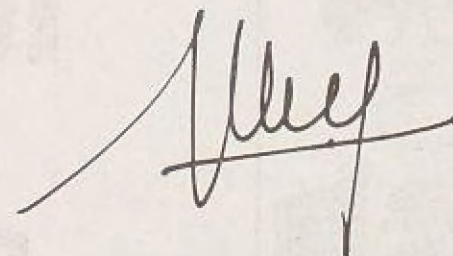
pour les Français, c'est de tirer les conclusions qui s'imposent de cet accord "bâclé" du 14 mars entre les signataires du Programme Commun et dont la formule-clé "Programme minimum" montre assez l'étroitesse et la médiocrité de l'alliance.

Comment, dans ces conditions, livrer d'un cœur léger le gouvernement de la nation à ces faux compères qui s'épient et se méfient les uns des autres ?

Alors, ce vote du 19 mars vous concerne tous. Nul n'a le droit de s'en désintéresser.

IL FAUT CHOISIR SON CAMP :

- celui de l'effort, de la persévérance sur un chemin difficile au terme duquel la France et chacun des Français trouveront leur récompense.
- celui de la facilité apparente, des promesses sans vergogne, de la démagogie sans frein, au terme desquelles, les caisses vides, la monnaie effrondée, la nation discréditée et exangue, les entreprises ruinées, le chômage accru, la France se retrouvera "l'homme malade" de l'Europe et les Français diront : « Nous n'avons pas voulu cela ».



Michel GONELLE